

# Moins de pressions qu'ailleurs

■ Mais les journalistes belges doivent rester vigilants, dit la FEJ.

Pour le secrétaire général de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), le Belge Ricardo Gutiérrez, les pressions exercées sur les journalistes par les autorités politiques belges sont moins nombreuses et moins musclées que celles constatées dans d'autres pays du Conseil de l'Europe et elles n'ont pas spécialement augmenté dans le temps.

## La Turquie épinglée

Le Conseil a créé, il y a six mois, une plateforme qui accueille les signalements de "mauvais traitements" infligés à des journalistes de pays membres. "Depuis, observe Ricardo Gutiérrez, sur 83 alertes, 2 seulement concernent la Belgique."

La FEJ avait réagi après le licenciement brutal, en juin, de la rédactrice en chef de "Brussel Deze Week", un hebdomadaire gratuit financé par la Région flamande.

Le deuxième signalement concerne donc le "clash" entre le service de communication

du Premier ministre et deux journalistes de la RTBF (voir ci-contre). "C'est très peu au regard des alertes que nous lançons à propos des vexations, mauvais traitements, pressions et violences exercées sur des confrères d'autre pays, au premier rang desquels la... Turquie qui a fait l'objet de 29 dénonciations."

"Il faut tenir compte du contexte particulier de la visite d'Etat du président Erdogan, commente encore M. Gutiérrez. Le service de presse du Premier ministre a été soumis à de très fortes pressions de la part des autorités turques. Celles-ci exigeaient par exemple qu'aucune accréditation ne soit délivrée au journal d'opposition turc "Zaman". Les autorités belges n'ont pas obtempéré. A Val Duchesse, la tension était palpable et les collaborateurs de Charles Michel ont été confrontés au style peu conventionnel des journalistes de la RTBF. Le contexte était donc particulier et l'on ne peut dire que le comportement des membres du cabinet Michel traduise une dégradation généralisée du sort réservé aux journalistes de notre pays."

## Attention à la tache d'huile

Pour autant, la FEJ n'a pas hésité à dénoncer auprès du Conseil de l'Europe "les tentatives d'intimidation répétées" du cabinet du Premier ministre.

"Nous ne pouvons laisser l'incident sans suites, poursuit le secrétaire général, car

il ne faudrait pas qu'il fasse tache d'huile. Si nous n'avions pas réagi, le risque était que de tels comportements soient érigés en règle."

Pour Ricardo Gutiérrez, ce qui s'est passé à Val Duchesse montre l'inanité des communications unilatérales qui furent, un moment, très à la mode en Espagne notamment.

"Les conférences de presse qui excluent toute possibilité pour les journalistes de poser des questions devraient tout simplement être boycottées par la presse, conclut-il. Vouloir museler les journalistes, est un réflexe pitoyable."

J.-C.M.

## 83

### SIGNALEMENTS

Sur les 83 signalements de pressions, violences, arrestations, mauvais traitements, etc. adressés par la Fédération européenne des journalistes à la plateforme d'alerte créée récemment par le Conseil de l'Europe, 29 concernent la Turquie et 2 seulement la Belgique.